

Appel pour un 1^{er} Mai de refus du racisme et de la xénophobie

dimanche 29 avril 2012, par [Collectif / Signatures multiples](#) (Date de rédaction antérieure : 26 avril 2012).

Appel pour un 1^{er} Mai de refus du racisme et de la xénophobie

Rassemblement le 1^{er} Mai 2012, de 11h à 12h Pont du Carrousel, Paris 75001

Le 1^{er} mai 1995, Brahim Bouarram, 29 ans, profitait d'une journée ensoleillée. Il ne savait pas que des mains criminelles allaient le précipiter dans la Seine et mettre fin à ses jours. Les auteurs venaient de quitter le défilé du Front national.

Dix sept ans plus tard, les discours de stigmatisation, de discrimination et de rejet de l'autre ont fait tache d'huile. Le président de la République lui-même a osé montrer du doigt les Roms en les accusant de délits qu'ils n'avaient pas commis, demander que les Français naturalisés aient moins de droits que les Français de naissance, valider l'équivalence lepéniste entre immigration et insécurité.

Son ministre de l'Intérieur, M. Guéant, comme à son accoutumée, multiplie les déclarations : à propos du droit de vote des étrangers « *les conseillers municipaux rendraient obligatoire la nourriture halal dans les cantines scolaires ou réglementeraient les piscines à l'encontre du principe de mixité* »

« *Toutes les civilisations ne se valent pas* » et lors de son passage à Marseille il rajoute encore « *il y a une immigration comorienne importante qui est la cause de violence, je ne peux pas la qualifier...* »

De loi Hortefeux en loi Besson, et loi Guéant, de traques des sans papiers en refoulement de demandeurs d'asile, de « débats » sur l'identité nationale en « débats » sur l'Islam et la laïcité, les gouvernants actuels ont pris la terrible responsabilité d'encourager la montée de l'intolérance et de la haine. A quelques jours d'échéances électorales décisives, c'est le vivre ensemble démocratique qui est désormais menacé.

Nous, citoyens et organisations fidèles aux valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité, ne supportons plus que la République soit ainsi défigurée, la laïcité instrumentalisée au service de la stigmatisation de millions de nos concitoyens, la xénophobie banalisée dans les propos des plus hautes autorités de l'Etat qui prétendent parler en notre nom à tous.

Il est temps de dire notre refus de cette dérive dangereuse, de faire barrage à la lepénisation des esprits et des politiques. Oui, il faut barrer la route à l'extrême droite, barrer la route aux idées de haine qui ont tué Brahim Bouarram.

C'est pourquoi toutes les organisations signataires, appellent à un rassemblement le 1^{er} mai 2012, à Paris à 11h au Pont du Carrousel et dans le plus grand nombre possible de villes de France :

- Pour rendre hommage à la mémoire de Brahim Bouarram et à toutes les victimes des crimes racistes.

- Pour dénoncer les discours et les lois xénophobes qui mettent en danger les étrangers et discriminent les citoyens selon leurs origines ou leurs croyances.
- Pour appeler à en finir avec tout ce qui, depuis des années, défigure la République.

Premiers signataires : LDH ; AMF ; FTCR ; ATMF, ATF, ASDHOM, MRAP, FASTI, L'ACORT, CEDETIM, Forum Vérité et Justice -Maroc-, L'association AL WASL, REMCC, FCSME, L'inter-collectif de solidarité avec les luttes des peuples du monde arabe, FCMA, Manifeste des libertés, Le MRAP, Mouvement 20 février Paris IDF, UJFP, IDEAL-92, Espace Farabi, PTT- France-(la voix démocratique et sociale), ATTAC, GISTI, CSP92, SOS Esclaves, L.M.D.H. (Ligue Mauritanienne des Droits de l'Homme), MCTF. Union syndicale Solidaires, La fédération SUD santé,

Partis politiques : La Voie Démocratique -Région Europe-, Le PADS, Le PIR, PSU, NPA, PCF, PG,
